



AMBASSADE DE FRANCE AU
ROYAUME-UNI

SERVICE CULTUREL

LE CONSEILLER CULTUREL ADJOINT



Londres, le 15 août 2013

Réunion du Plan Ecole Comité de Pilotage

Réunion du 1^{er} juillet 2013

10h30-12h30

Résidence de France

Présents

Mme la Députée des Français de l'étranger, Axelle Lemaire

M. le Consul général, Olivier Chambard

Mmes et MM les Conseillers élus

Olivier Cadic

Olivier Bertin

Marie-Claire Sparrow

Anne-Colette Lequet (excusée)

Annie Burnside (excusée)

Daniel Coccoli (excusé)

M. Alex Margot-Duclot, assistant parlementaire de Mme Axelle Lemaire

M. le Conseiller culturel, Laurent Burin des Roziers

M. le Conseiller culturel adjoint, attaché de coopération éducative, Laurent Batut

M. le Proviseur du Lycée Charles de Gaulle, Olivier Rauch

M. L'attaché de coopération pour le français, Yves Letournel

M. l'Inspecteur de l'Education nationale en résidence, Thierry Houyel

M. le Directeur administratif et financier du Lycée Charles de Gaulle, Christophe Mathieu

M. le Président de l'UFE au Royaume Uni (ou son représentant), Olivier Cadic représenté par
Mme Sophie Routier

M. le Président de l'ADFE au Royaume Uni (ou son représentant), Pierre Dagonnot
représenté par Mme Morgane Marot.

MM les *trustees* de FEPT et le chef de projet

Arnaud Vaissié (excusé)

Jean-Pierre Mustier (excusé)
 Richard Fairbairn
 M. Frédéric de la Borderie
 Mmes les *trustees* de *Friends of the Lycée* (3)
 Delphine Porta remplacée par Mme Virginie Royer, présidente élue de l'APL
 Catherine Cécillon
 Cécile D'Angelin

Mme la Présidente de l'APL (Parents d'élèves du Lycée), Florence Quattrocchi
 Mme la Présidente de l'Association des parents d'élève du Collège Français Bilingue de Londres, Anne Collis
 M. le Président de l'Association des parents d'élèves de l'école Jacques Prévert représenté par Anne-Laure Bedouet
 Mme la Présidente de l'association des parents d'élèves de l'école bilingue, Stéphanie Gabillon.

Mmes et MM les représentants des organisations syndicales présentes dans les instances paritaires (3)

Un représentant désigné par le Snu ipp, Mme Anne Faye
 Un représentant désigné par le Snes, M. Christophe Adol
 Un représentant désigné par le Sgen, M. Paul Froment

M. le Directeur du Collège Français Bilingue de Londres, François-Xavier Gabet
 M. le Directeur de l'école Jacques Prévert, Patrice Possenti
 Mme la Directrice de l'Ecole de Petits / Ecole de Battersea, Mirella Otten représentée par Mme Frédérique Brisset
 Mme la Directrice de l'Ecole Le Hérisson, Maria Frost (excusée)
 Mme la Directrice de la Petite Ecole Française, Dominique Auriol
 Mme la Directrice de l'Ecole Bilingue, Véronique Ferreira
 Mme la Directrice de l'Ecole Française de Bristol, Monique Pellois (excusée)

Ordre du jour

Accueil : M. l'Ambassadeur

- Introduction : Laurent Burin des Roziers, Conseiller Culturel
- Bilan de l'année 2012-2013 et perspectives : M. l'Ambassadeur

Depuis plus de 6 mois un effort considérable a été effectué afin d'informer les parents d'élèves le plus largement possible, comme l'engagement en avait été pris lors du dernier comité de pilotage. Les problématiques du réseau scolaire français de Londres sont ainsi mieux appréhendées.

Depuis octobre dernier, FEPT a effectivement remporté l'appel d'offre du *Brent Council* pour l'acquisition du *Brent Town Hall*. Le bâtiment historique a une architecture imposante. L'espace disponible et les potentialités de ce site sont multiples. Les futurs élèves auront la chance d'étudier dans un environnement exceptionnel. Le réseau scolaire disposera d'un équipement d'une très grande qualité.

Cette acquisition est toutefois conditionnée à l'obtention du permis de construire qui sera déposé au début de l'été. La décision finale devrait intervenir à l'automne 2013. Ce nouveau lycée accueillera une petite école primaire, suivant en cela la suggestion faite par les parents d'élèves lors de notre précédente rencontre.

Notre réseau d'établissements scolaires à Londres est entré dans une période de transition. La création du CFBL n'avait pas fondamentalement remis en cause les relations qu'entretenait le Lycée Charles de Gaulle avec les écoles homologuées, qu'elles soient conventionnées ou partenaires. En revanche, la création du futur lycée français international de Londres à Wembley les modifiera substantiellement.

Cet établissement constitue l'unique moyen de garantir à tous une poursuite de scolarité française jusqu'en terminale. Ce nouveau lycée doit aussi permettre de régler partiellement

les problèmes récurrents que rencontre le Lycée Charles de Gaulle : une demande bien supérieure à l'offre de places, et une concentration d'élèves trop importante. Cet établissement a consenti au cours des années des efforts considérables pour scolariser toujours plus d'élèves. Aujourd'hui il est impossible d'aller plus loin, sans parler des investissements importants qui doivent être effectués afin d'y améliorer les conditions d'accueil.

Notre dernier comité de pilotage avait formalisé la création d'un groupe de travail chargé d'analyser l'organisation des flux d'élèves entre les différentes écoles après l'ouverture du lycée de Wembley. Les réunions ont été nombreuses et le consensus n'a pas été total. Des inquiétudes suscitées par l'ouverture d'un établissement secondaire dont la mission sera de préparer les élèves au baccalauréat, porte d'entrée vers les études supérieures, ont été exprimées.

La rentrée 2015 marquera un tournant très profond pour l'ensemble des familles. **Le Lycée Charles de Gaulle demeurera le pilier principal de notre réseau local mais il n'en sera plus le pivot unique.** Cette évolution est nécessaire, elle remet en cause un fonctionnement établi depuis des années selon lequel le Lycée Charles de Gaulle intégrait dans sa montée naturelle de cohortes tous les élèves des écoles homologuées. Ce ne sera désormais plus possible. **Cela ne signifie pas que le Lycée Charles de Gaulle n'accueillera aucun élève de nos écoles conventionnées et partenaires mais il apparaît clairement que certains devront être inscrits au CFBL, ou au nouveau lycée de Wembley.**

Le groupe de travail sur les flux d'élèves n'a pas totalement achevé ses travaux malgré des avancées très significatives. Il doit les poursuivre afin d'affiner certains critères d'admission. Le sens de l'intérêt collectif doit primer devant les intérêts particuliers et traiter avec équité tous les élèves déjà inscrits mais aussi ceux qui ont vocation rejoindre nos établissements. L'ouverture de Wembley ne nous permettra d'ailleurs pas de répondre à toutes les demandes, que ce soit celles de nos compatriotes pour qui la mobilité internationale est au coeur de leur parcours professionnel, ou à celles de nos entreprises dont les collaborateurs veulent légitimement pouvoir scolariser leurs enfants dans le système français.

Lors de notre dernier comité de pilotage, les représentants des parents avaient exprimé leurs craintes quant à la localisation du site du *Brent Town Hall*. La question des temps de transport est en effet délicate, il faut le reconnaître. C'est la raison pour laquelle **aucun des élèves déjà inscrits, dans notre système, ne sera contraint de rejoindre ce nouveau collège.**

La définition plus précise du **projet pédagogique** doit être au centre de nos préoccupations. Pour ce faire, un **groupe de travail** doit être constitué dès la rentrée. Il ne s'agit pas de sortir du cadre de l'homologation, ni, pour ce groupe, de se substituer à **l'AEFE et au service culturel, seuls responsables de la définition de la politique pédagogique.** Il me semble toutefois essentiel d'entendre les suggestions et les idées les plus diverses afin d'enrichir notre réflexion et de rendre plus attractif encore ce nouvel établissement.

La situation de notre réseau scolaire nous amène à conclure que nous nous devons développer les filières d'enseignement bilingue. Le 22 mai dernier, une première réunion a ainsi eu lieu à l'Institut français. Le Plan Ecole doit désormais embrasser pleinement ce défi et accompagner les initiatives de nos compatriotes à Londres, mais aussi en dehors de Londres, qui tentent de créer de nouvelles structures bilingues et ouvertes sur la société britannique.

Nos moyens sont limités mais nous pouvons être le fédérateur des initiatives et apporter nos expertises. Nous devons apporter une aide à tous nos compatriotes et les traiter tous avec équité. **Le développement de l'enseignement bilingue, difficile dans ce pays, doit s'appuyer sur nos communautés françaises. Il constitue la seule réponse durable à une demande toujours plus importante de solutions de scolarisation en langue française.**

Il a aussi pour vocation de promouvoir notre langue auprès des élèves et des parents de ce pays. Le service culturel collabore avec les autorités éducatives britanniques et poursuivra

donc ses efforts auprès d'elles. Le ministre de l'éducation, Michael Gove, est d'ailleurs très réceptif à cette idée.

Enfin les associations "FLAM" sont presque 50 au Royaume-Uni. Il s'agit du réseau le plus dense en Europe et dans le monde pour un pays de cette taille. Il est arrivé à maturité. La professionnalisation de ce réseau est devenue un enjeu majeur. Ces "petites écoles" sont bien souvent le seul point d'ancrage francophone dans des régions entières. Elles font pleinement partie de notre réseau éducatif. Il faut saluer le soutien que l'AEFE et nos élus ont apporté aux associations du Royaume-Uni. La poursuite de ce soutien est cruciale.

- Points d'actualité des établissements français et résultats des groupes de travail de l'Objectif 1

L'Ecole française de Bristol est à la recherche de nouveaux locaux. Annie Burside est en liaison étroite avec la Mairie de Bristol afin de trouver une solution pérenne de relocalisation.

L'Ecole internationale franco-anglaise a ouvert ses portes en janvier dernier à Regent's Park. Les demandes d'inscriptions pour l'année 2013-2014 ont été très importantes et les effectifs de l'établissement seront proches du maximum. Une demande de pré-homologation a été enregistrée. La directrice déposera sa demande d'homologation dans le courant du 1^e trimestre de l'année scolaire.

Le groupe de travail sur les flux d'élèves s'est réuni 1 fois par mois depuis janvier. Un nouveau travail statistique a été conduit et a abouti à deux conclusions principales :

- o 2 années seront particulièrement difficiles : 2015 et 2017.
- o Si l'on tient compte du « taux d'évaporation », les capacités d'accueil du Lycée Charles de Gaulle et du CFBL permettent de scolariser tous les élèves du réseau entrant en 6^e. Aucun élève ne sera donc forcé de s'inscrire à Wembley. Seuls 27 élèves des écoles homologuées ne pourraient être accueillis au Lycée Charles de Gaulle.

Aucun consensus global n'a été atteint au sein du groupe :

- o la pierre d'achoppement principale demeure la demande de prise en compte, ou non, des différences de statuts des établissements pour la priorité d'entrée en 6^e. La question de la priorité des établissements conventionnés sur les établissements partenaire n'a pas pu faire consensus.
- o Points d'accord :
 - Affectation prioritaire des « néo-entrants » à Wembley dès la rentrée 2015
 - Maintien du principe de la poursuite de scolarité dans l'établissement de 1^e inscription
 - Priorité à l'inscription en 6^e des établissements homologués de Londres
 - Prise en compte des fratries secondaires dans les critères de priorité pour l'inscription des élèves des établissements homologués de Londres en 6^e et en 2nde
 - Création d'une commission d'affectation commune à l'entrée en 6^e à laquelle toutes les écoles homologuées seront invitées. Il en sera de même pour l'entrée en 2nde puisque le CFBL sera invité à participer aux travaux des deux lycées.

- Avancées de l'objectif 2 sur l'enseignement bilingue
 - o Deux axes de travail :
 - ce que l'ambassade peut faire auprès des autorités locales
 - accompagner la mobilisation des francophones pour la réalisation de cet objectif 2.
 - o Trois groupes de travail sont constitués :

- statistiques, tableaux de bord et définitions des bilinguismes
- aide au démarrage
- mise en œuvre et ressources
- Deux réunions semestrielles consacrées à cet objectif permettront de faire des points de situation réguliers et d'observer les avancées effectuées.

- Objectif 3 : développement des associations FLAM

Pour mémoire, l'objectif initial était de doubler le nombre d'associations et de faire de ce réseau le premier maillon de l'enseignement bilingue au Royaume-Uni.

L'objectif quantitatif est très largement atteint puisque près de 50 associations FLAM existent désormais au Royaume-Uni. La professionnalisation de ce réseau doit devenir l'axe principal du travail de l'ACPF.

A cet égard, une association nationale des « Petites écoles » est en cours de constitution, son comité directeur a été élu le 16 juin 2013. Elle permettra de faciliter les échanges et les synergies entre les différents groupes de parents. Elle permettra en particulier de développer le volet culturel des activités éducatives et d'enrichir l'offre pédagogique. Un site dédié ainsi qu'une plateforme de partage seront ainsi créés. Ils permettront une meilleure information des parents ainsi que l'actualisation des données.

- Point de la situation immobilière (Frédéric de la Borderie, FEPT)

Les travaux complémentaires pour le CFBL se poursuivront cet été. Il s'agit de la revue de détail des travaux qui vient clore le chantier de construction à proprement parler.

Le permis de construire pour Wembley a été déposé. Une période de négociation s'ouvre avec les entreprises afin de cadrer le budget et qu'il concorde avec les ambitions pédagogiques.

Dans le cadre de la demande de permis de construire, une réunion avec les associations de voisins s'est tenue en mai. Ils se sont montrés globalement favorables à l'arrivée du lycée.

Permis de construire devrait être accordé en octobre et les travaux débuter fin janvier 2014.

Campagne de levée de fonds de 8 millions de livres a été entamée. Elle doit permettre de verser de dépôt de 5%, donc 2millions, à l'ANEFE afin d'activer la garantie d'Etat, de financer 2 millions pour les équipements et le mobilier, et 4 millions pour les équipements sportifs.

- Tour de table

- Parole aux élus
- Les chefs d'établissement
- Représentants de l'APL
- Représentants des organisations syndicales

La députée, **Axelle Lemaire** confirme la difficulté du contexte budgétaire, en particulier pour les Affaires étrangères même si le budget de l'AEFE a été maintenu. Cette situation ne peut que nous inciter à faire des Objectifs 2 & 3 du Plan Ecole des éléments centraux de notre futur dispositif. C'est la raison pour laquelle les budgets pour FLAM sont à la hausse.

La réforme des bourses scolaires a eu un impact local. Elle se traduit par une diminution de l'enveloppe de 15% malgré une hausse de 3% sur l'enveloppe globale. Ce sont les familles monoparentales qui sont le plus impactées.

A cet égard Axelle Lemaire demande la création d'un groupe de travail sur les frais de scolarité qui effectuerait une veille statistique sur ces derniers.

Mme Lemaire se fait ainsi l'écho de certaines inquiétudes quant au projet de Wembley, tant de la part des enseignants (sur les conditions salariales dans le futur établissement) que de la part des parents (création de nouvelles lignes de bus par TFL).

Le Conseiller de l'AFE, **Olivier Cadic** se réjouit de l'acquisition de Wembley. Il remercie le travail de FEPT ainsi que Véronique Ferreira pour sa présentation des résultats du groupe de travail sur les flux. Il estime que tous doivent accepter les conclusions concernant les différences de statuts mais insiste sur la nécessité de poursuivre la discussion.

Selon lui les progrès du Plan Ecole sont historiques mais restent trop lents puisque l'objectif de création de 1500 places prévues en 3 ans sera atteint en 7 ans. Il se réjouit de la création de l'Ecole Internationale Franco-anglaise. Il souhaite que sa directrice soit invitée au prochain comité de pilotage ainsi que le Président de la MLF, Yves Aubin de la messuzière. Wembley pourrait n'être qu'une étape et il appelle de ses vœux la création de nouveaux établissements.

De même il lui semble indispensable de développer les filières bilingues et de donner plus de corps à l'objectif 2 pour créer des écoles bilingues. Il rappelle l'exemple réussi à Culham et propose que Bénédicte Yue participe au prochain comité de pilotage pour apporter son expertise sur l'atteinte de l'objectif 2. Il suggère que le poste rencontre le CFBT, un trust qui a aidé Bromley à monter son dossier et à trouver son financement pour une ouverture en 2014. Ce trust est susceptible de faciliter la création de nouvelles « free schools » bilingues. Dans ce contexte la participation des associations FLAM est essentielle. Il suggère qu'une journée d'information sur la création de Free schools bilingues soit organisée à leur intention. Enfin, il demande la transparence dans l'attribution des aides publiques FLAM en 2013.

L'évolution des frais de scolarité est une question cruciale. La commission permanente n'existe plus dans l'EGD et il faudrait la recréer.

Réponse de William N'Guyen

La démarche du Plan École permet d'assurer la scolarité jusqu'en terminale. L'AEFE en a soutenu les initiatives et elle soutiendra le lycée de Wembley par la nomination de personnels et l'attribution de subventions. Dans le monde 78 associations FLAM sont aidées directement dont 40 en Europe et 13 au Royaume-Uni. L'AEFE souhaite aussi apporter une aide pédagogique. Les chiffres pour 2013 ne sont pas encore sortis. Il rappelle que les subventions sont accordées sur 5 ans maximum avec une dégressivité.

Pour ce qui concerne les bourses, il convient de rappeler qu'en 2003 17 000 élèves étaient aidés par les bourses du gouvernement français pour un total de 45 millions d'euros. Aujourd'hui l'Etat dépense 103 millions. L'effort est donc considérable.

Par ailleurs la création de nouveaux établissements peut être ralentie par la difficulté de détachement des enseignants, cette décision appartenant aux Recteurs d'Académie. Pour rappel les crédits de l'AEFE et son plafond d'emploi sont préservés. L'AEFE a scolarisé l'an dernier plus de 310 000 élèves dans le monde dont 110 000 Français.

Marie-Claire Sparrow souligne que le Plan École est un exemple cité à Paris. Toutefois elle exprime son inquiétude en cas de retard dans l'obtention du permis de construire?

Olivier Rauch souligne l'avancée que constitue une commission d'affectation commune qui réunira les trois établissements secondaires. CFBL et CDG se sont déjà coordonnés cette année. Le taux d'évaporation plus faible cette année constaté en juin, les classes de 6e sont à 32 élèves par classe.

Le Lycée a constaté plus de 1400 demandes sur tous les niveaux sauf la 6e et 600 personnes ont pu être affectées. Il y a donc plus de refus que l'an dernier à la même époque. La demande est donc toujours aussi forte.

Les non Français sont ainsi de plus en plus minoritaires (12%) même si beaucoup de Français ont la double nationalité. Il y a 50 ans le lycée était majoritairement britannique.

Le lycée aidera l'association FLAM de Ealing en signant une convention avec l'école pour l'accueil dans les locaux de l'Ecole André Malraux.

En réponse à Olivier Cadic, Olivier Rauch confirme que la commission permanente est effectivement supprimée même si une réunion d'information budgétaire est maintenue à l'automne.

François-Xavier Gabet indique que la campagne d'inscriptions est tendue au CFBL qui a reçu 800 demandes pour 148 places disponibles. En 2011 le CFBL avait scolarisé 550 élèves et reçu 350 demandes d'inscription au total. L'établissement voit son offre pédagogique évoluer année après année. Le CFBL va d'ailleurs signer une convention avec l'IFRU afin de permettre à ce dernier de proposer des cours de français dans les locaux de Kentish Town.

Patrice Possenti informe l'assemblée que le comité de gestion est satisfait des travaux du Plan École qui permet de garantir la scolarité des élèves. Les familles continuent à faire le choix de Prévert malgré les incertitudes quant aux affectations.

Frédérique Brisset estime que le travail de gestion des flux est demeuré constructif. L'École est inquiète des évolutions mais cette inquiétude est relative.

Dominique Auriol effectue le même constat et les inquiétudes s'apaisent peu à peu et les parents maintiennent leur confiance dans la PEF.

Véronique Ferreira constate cette année un taux d'évaporation similaire avec 120 élèves inscrits. L'inquiétude sur la poursuite de scolarité s'apaise chez les parents même si les inquiétudes demeurent. Elle demeure confiante dans le consensus à venir.

Les représentants de l'APL estiment qu'un travail important a été fait et se réjouissent qu'il se poursuive. L'APL souhaite que les parents soient associés sur le projet pédagogique. Les familles doivent pouvoir s'approprier le futur lycée.

Il existe une réelle inquiétude sur les frais de scolarité et sur les bourses. La mixité sociale est une vraie difficulté. Le lycée doit ressembler à la société extérieure.

Quelle piste d'aide par le gouvernement britannique?

La présidente de CFBL Parents exprime son inquiétude face au taux de départ des enseignants britanniques qui est important. Le problème essentiel du CFBL est de fidéliser les enseignants britanniques. Les parents sont très satisfaits des innovations pédagogiques et des équipements. C'est une année très positive qui renforce la cohésion de l'établissement.

Cécile d'Angelin estime que le nouveau lycée sera certainement plein très vite. Toutefois les parents ont besoin de visibilité dans le cadre des flux. Le parcours doit être très clair pour les stratégies d'installation. Le rassemblement des fratrines sera un élément déterminant.

Stéphanie Gabillon appuie cette opinion et indique que les parents de l'École Bilingue ont besoin de visibilité dans les parcours.

Anne-Laure Bedouet, au nom des parents de Jacques Prévert, conteste la priorité donnée à l'EGD même si la décision ne peut qu'être acceptée. Il faut mettre en place des solutions pour aménager les transitions. Le nombre d'élèves par classe en 2015 doit être limité puis les départs pendant l'année non remplacés. Enfin il convient de trouver une solution pour les classes bilingues de Holy Cross. Les parents de Jacques Prévert demandent la poursuite de ce processus de concertation.

Christophe Adol indique que les enseignants ne sont pas particulièrement inquiets de l'ouverture de Wembley. Certains d'entre eux seraient volontaires pour partir enseigner à Wembley. Son organisation syndicale se réjouit de voir émerger une logique de réseau entre les établissements ce qui est une source de satisfaction même au niveau pédagogique. Tous attendent un travail important d'optimisation de la carte des emplois dans le cadre des CCPL.

Il souligne que cette nouvelle ouverture doit pouvoir s'accompagner d'une harmonisation des conditions salariales dans les différents établissements. La signature d'une convention collective pourrait constituer une solution de fidélisation des enseignants.

Paul Froment se place dans une perspective similaire en soulignant très clairement les difficultés des personnels à l'égard des pratiques salariales très différentes d'un établissement à l'autre.

Sophie Routier pour l'UFE appelle de ses vœux l'officialisation d'un groupe de travail sur le projet pédagogique. Elle estime que la majorité des parents veulent que Wembley soit un succès. Elle plaide, en outre, en faveur de la création d'un *Welfare Fund*.

Morgane Marot pour l'ADFE souhaite pouvoir apporter plus de visibilité au Plan École.

Conclusions opérationnelles :

- les travaux du groupe de travail sur les flux d'élèves se poursuivront au dernier trimestre 2013.
- Un nouveau groupe de travail consultatif sur le projet d'établissement devra permettre à la communauté éducative d'en explorer les différentes lignes de force.
- Mme Sabine Dehon, Directrice de l'Ecole internationale franco-anglaise, sera désormais invitée aux Comités de pilotage. M. Yves Aubin de la Messuzière recevra pour sa part une invitation au prochain comité de pilotage.
- La liste des aides attribuées aux écoles FLAM en 2013 en GB sera transmise aux élus.
- Un observatoire des frais de scolarité permettra de constater l'évolution des frais de scolarité dans notre réseau.

Secrétaire de séance : Laurent Batut, Conseiller culturel adjoint

